Brevets—Loi

comité d'experts a étudié pour savoir quelle était la meilleure façon de protéger les consommateurs et la recherche et de créer de l'emploi. Et le rapport Eastman disait et cela a toujours été la position du parti libéral, cela a été avec une protection minimum de quatre ans. Les multinationales pouvaient créer de l'emploi, on pouvait protéger les consommateurs et on pouvait s'assurer que les compagnies ne feraient pas faillite.

Malheureusement, le gouvernement conservateur a cédé au chantage des multinationales. Et, au lieu d'arriver et de proposer une position modérée, au lieu de dire aux associations: On va maintenant déposer un projet de loi qui aura pour but une protection sur cinq ans, au bout de cinq ans, nous ferons une évaluation et si les délais nous ont démontré qu'il n'était pas suffisant on pourra en discuter à ce moment-là. Non, le gouvernement décide de façon unilatérale de protéger de façon, à mon avis, inacceptable pour une période de 10 ans qui aura pour conséquence d'augmenter les prix des médicaments au niveau des nouveaux produits.

La plus belle preuve c'est que le gouvernement, étant tellement certain qu'il y aura une augmentation des prix des médicaments, inclut dans le projet de loi un dédommagement aux gouvernements provinciaux, parce qu'on sait que les gens qui bénéficient de l'aide sociale ou les personnes âgées qui ont la carte de médicaments au Québec et dans d'autres provinces, ce sont les provinces qui auront à subir l'augmentation de ces coûts. Alors le gouvernement met dans son propre projet de loi 25 millions par année pour les quatre prochaines années, soit 100 millions pour compenser pour les augmentations.

Malheureusement, le gouvernement conservateur oublie qu'il y a quatre millions de personnes au Canada qui sont des travailleurs et des travailleuses qui ne bénéficient d'aucun programme qui leur permet, soit de l'assurance privée, soit des assurances, comme je le disais tantôt, au niveau des personnes âgées, au niveau des gens bénéficiant de l'aide sociale, d'une assurance qui fait que les frais des médicaments sont absorbés par un gouvernement ou par une compagnie privée.

Il y a 4 millions de personnes au Canada qui sont ignorées dans ce projet de loi. Et c'est pour ces 4 millions de personnes que l'Opposition officielle s'est battue.

De plus, lorsque le gouvernement dit: C'est pas grave! Et surtout le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Andre) . . . On devrait plutôt dire le ministre des Corporations car il ne défend jamais les consommateurs. Quand il nous dit: C'est pas grave, la grande partie de la population est assurée. La plupart des travailleurs ont une assurance. Mais l'assurance va augmenter les coûts. Les coûts de ces primes d'assurance-là seront chargés aux travailleurs et ce sera leur pouvoir d'achat qui sera diminué.

Monsieur le Président, je répète que sur le fond du projet de loi les conservateurs font une erreur monumentale pour les simples raisons que, premièrement, il y a quatre millions de personnes au Canada qui seront affectées et ces 4 millions de personnes n'ont aucune sorte de couverture d'assurance dans toutes les circonscriptions des députés qui sont ici présents, et ces gens-là vont s'en rappeler.

Deuxièmement, pour tous ceux et celles qui paient des frais d'assurance, automatiquement les compagnies d'assurance vont augmenter le prix des primes à cause des médicaments

plus chers, et, encore là, ce sont chacun des électeurs et des électrices qui seront pénalisés au niveau du projet de loi.

En ce qui concerne la stratégie, monsieur le Président, c'est la énième fois que ce projet de loi nous revient à cause d'une décision des députés de l'autre Chambre. Ma position à moi est très claire: La Chambre des communes a priorité sur le Sénat. Les élus ont priorité sur le Sénat, monsieur le Président, et aujourd'hui j'ose espérer qu'on leur retourne le projet de loi pour la dernière fois. Le gouvernement a voulu se casser le cou dans ce projet de loi, la population pourra décider de le battre aux prochaines élections, mais le Sénat, la population ne peut pas décider de le défaire, parce que les sénateurs sont nommés à vie.

Mais ma position est claire, et j'ai même déposé une motion, pour être honnête, car il faut être honnête à la Chambre, une motion, une motion de députés qui aurait pour but de limiter le pouvoir du Sénat après que la Chambre des communes eut retourné un projet de loi au Sénat une première fois. Et si le Sénat, car je respecte ces gens-là, ils sont payés pour faire un travail, et si le Sénat le retourne avec des amendements, mais si la Chambre des communes décide de maintenir ou de ne pas accepter tous les amendements, automatiquement, lorsqu'on retourne une deuxième fois un projet de loi au Sénat, 60 jours après le projet de loi serait considéré comme accepté; de la même façon au niveau constitutionnel, sauf qu'il y aurait des délais plus longs.

Monsieur le Président, il faut être honnête intellectuellement. Le problème de la lutte présentement, c'est qu'il n'y a plus personne qui se bat pour la protection des consommateurs, qu'il n'y a plus personne qui se bat même pour la protection de la recherche, c'est devenu, malheureusement, à cause du gouvernement, à cause du premier ministre (M. Mulroney) et de sa façon pour moi, pas trop honnête de mener le débat, c'est un débat entre la Chambre des communes, le premier ministre, le ministre des Corporations et le Sénat.

Monsieur le Président, lorsque le premier ministre blâme le Sénat . . . s'il était honnête il ne nommerait plus de sénateurs, non seulement il ne nommerait plus de sénateurs, mais il ne nommerait pas un sénateur ministre au niveau des relations fédérales-provinciales. Lorsque de tels propos sont sortis de la bouche du premier ministre insultant tous les membres du Sénat et qu'en même temps de l'autre côté de la bouche, de façon hypocrite, il nomme une personne de cette Chambre pour faire partie de son Cabinet . . . Il y a deux raisons, messieurs et mesdames les députés conservateurs: Choquez-vous, vous n'êtes pas assez compétents et il est obligé d'aller chercher quelqu'un dans la Chambre à côté qu'il déteste. Cette attitude hypocrite, je ne l'accepte pas, monsieur le Président, et si le premier ministre voulait absolument que ses projets de loi passent, il faudrait qu'il accepte la motion, qu'il assume ses responsabilités et limite le pouvoir du Sénat, comme je viens de le mentionner.

Monsieur le Président, il y a mes collègues et amis du NPD. Je regardais tantôt et j'écoutais avec un grand intérêt le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) nous faire son scénario comme on sait.

Monsieur le Président, c'est peut-être comique, il est bien *funny*, «Tit-Zoune» faisait comme cela au Québec, mais il était